



Dépêche No. 980 | 6 mai 2025

Les Congolais réclament un meilleur accès aux soins de santé, même au prix d'une hausse d'impôts

Dépêche No. 980 d'Afrobarometer | Ornael Mikhael Djembo

Résumé

Le Congo-Brazzaville s'est engagé à améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé sur l'ensemble de son territoire. Cet engagement s'inscrit dans les priorités définies par le plan national de développement sanitaire et répond aux objectifs stratégiques du pays en matière de santé publique (Organisation Mondiale de la Santé, 2024a). En effet, le gouvernement, à travers la Politique Nationale de Santé (2018-2030), prévoit d'élaborer la carte sanitaire du pays et de rapprocher les soins de santé de qualité des citoyens.

Par ailleurs, nombreux défis freinent les efforts du gouvernement dans la fourniture de soins de qualité. La pénurie du personnel médical qualifié, aggravée par une inégale répartition du personnel existant avec une concentration dans les villes aux dépens des zones rurales, et l'insuffisance de financement des centres de santé sont des facteurs qui compliquent l'accès des citoyens à des soins de qualité et à des coûts abordables (Mapanga, 2024 ; Publiez Ce Que Vous Payez, 2016).

Cette dépêche rend compte d'un module spécial d'enquête inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour mettre en lumière les expériences et perceptions des citoyens sur les soins de santé et la couverture maladie.

D'après les résultats, la majorité des citoyens qui avaient eu recours à un centre de santé public au cours des 12 derniers mois jugent qu'il était difficile d'obtenir les soins nécessaires, et près de la moitié affirment avoir dû verser un pot-de-vin, offrir un cadeau ou rendre un service pour recevoir une attention médicale.

La majorité des usagers signalent également plusieurs problèmes structurels, notamment le coût non abordable des soins, les longues files d'attente, le mauvais état des infrastructures, le manque de médicaments ou de matériel médical, ainsi que l'absence du personnel.

Seulement environ une personne sur 14 disent disposer d'une couverture maladie, et une écrasante majorité des Congolais expriment une inquiétude de ne pas pouvoir accéder ou payer des soins en cas de maladie. En réponse à ces préoccupations, une large majorité d'entre eux estiment que le gouvernement devrait garantir un accès universel aux soins, même si cela devait entraîner une augmentation des impôts.

En matière de prévention, près de neuf citoyens sur 10 soutiennent l'obligation vaccinale des enfants contre les maladies infectieuses.

Globalement, la majorité des Congolais désapprouvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des services de santé de base, et seulement une minorité d'entre eux déclarent faire confiance au Ministère de la Santé et de la Population.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Congo-Brazzaville, conduite par l'Association Avenir Nepad Congo, s'est entretenue avec 1.200 adultes congolais en septembre et octobre 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une enquête a été précédemment réalisée au Congo-Brazzaville en 2023.

Résultats clés

- Plus de quatre Congolais sur 10 (43%) affirment avoir eu recours au service d'un centre de santé public au cours des 12 derniers mois.
- Parmi les Congolais qui ont fréquenté une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois :
 - La majorité (56%) disent que c'était « difficile » ou « très difficile » d'obtenir les soins ou services médicaux dont ils avaient besoin.
 - Près de la moitié (45%) ont dû verser de pots-de-vin pour obtenir l'attention médicale.
 - La majorité d'entre eux ont déploré le coût non abordable des soins (83%), les longues attentes (73%), le mauvais entretien des infrastructures (70%) ou le manque de médicaments ou de matériels (69%) et/ou l'absence d'un membre du personnel (65%).
- Seulement 7% de Congolais disent disposer d'une couverture maladie.
 - Deux tiers (67%) des personnes bénéficiant d'une assurance médicale ont recours à une assurance maladie privée. Et plus des trois quarts (77%) se disent satisfaites de leur couverture.
 - Le manque d'information sur l'existence d'un service d'assurance maladie et son coût non abordable sont les principales barrières à l'adhésion des Congolais à une assurance santé.
- Trois quarts (75%) des Congolais disent s'inquiéter « quelque peu » ou « beaucoup » de ne pas pouvoir obtenir ou se payer des soins médicaux en cas de maladie.
- Plus de sept citoyens sur 10 (73%) soutiennent que le gouvernement devrait assurer un accès universel aux soins de santé, même si cela implique une hausse des impôts.
- Concernant la vaccination, près de neuf Congolais sur 10 (86%) estiment que les parents devraient être obligés de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses. A l'inverse, 13% des citoyens estiment que la vaccination devrait relever du libre choix des parents et ne pas être rendue obligatoire.
- Huit citoyens congolais sur 10 (81%) désapprouvent la performance de leur gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base.

- Seulement quatre sur 10 (40%) des répondants disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé et de la Population.

Fréquentation des hôpitaux

Lors des enquêtes, les équipes de terrain d'Afrobarometer collectent également des informations sur les infrastructures locales. Dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée, elles relèvent par exemple si un centre de santé ou un hôpital est accessible à pied, c'est-à-dire sans frais de transport importants pour les résidents. Etant donné que les ZD sont choisies de manière à refléter la population nationale, ces observations fournissent des indications représentatives sur l'accessibilité des services et infrastructures dans le pays.

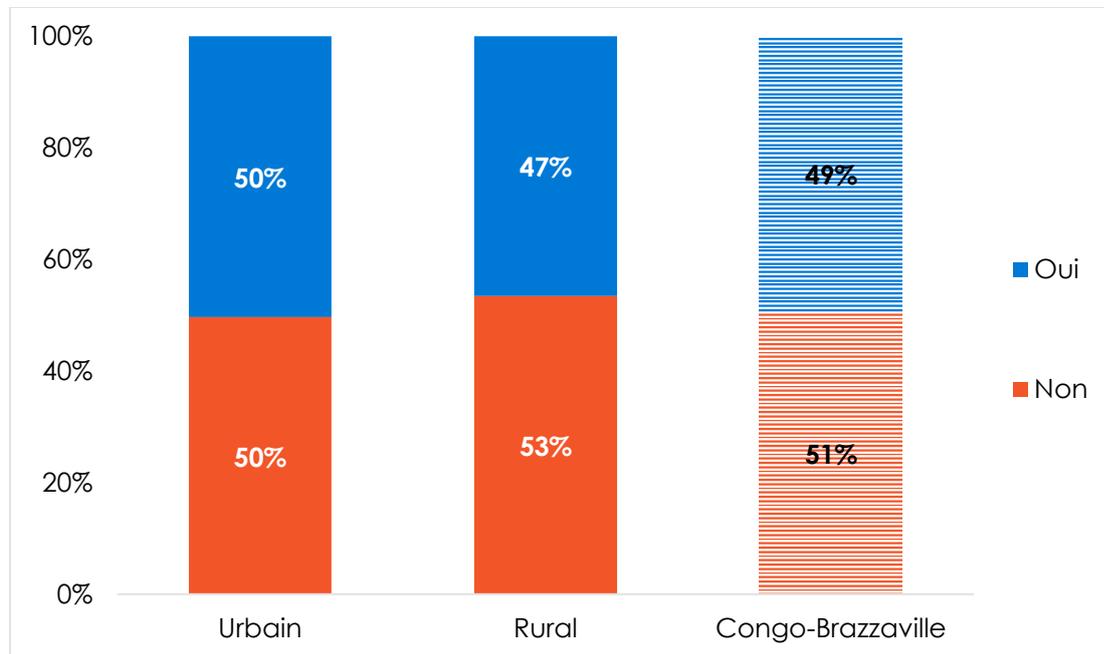
Au Congo-Brazzaville, des centres de santé publics ou privés ont pu être observés dans la moitié (49%) des ZD (Figure 1).

Les ZD en milieu urbain (50%) et rural (47%) bénéficient à peu près de la même accessibilité aux structures sanitaires.

S'agissant des interactions avec les établissements de santé publics, 43% des Congolais indiquent avoir eu recours à un hôpital public au cours des 12 derniers mois (Figure 2).

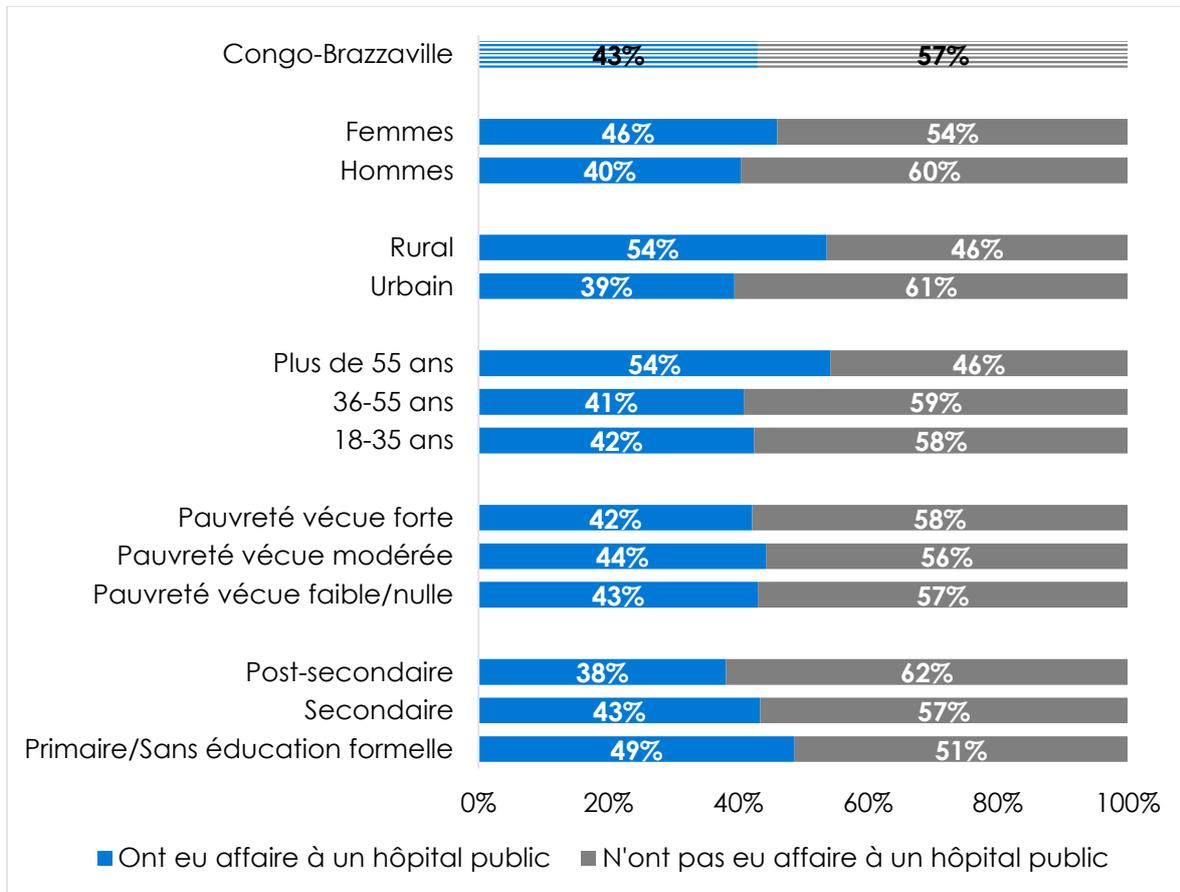
La fréquentation des hôpitaux publics est plus élevée parmi les personnes âgées de plus de 55 ans (54%), les résidents ruraux (54%), les individus ayant un faible niveau d'instruction (49%) et les femmes (46%) que parmi les jeunes et adultes (41%-42%), les citadins (39%), les plus instruits (38%) et les hommes (40%).

Figure 1 : Présence de centre de santé dans la zone | par milieu de résidence urbain-rural | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux enquêteurs : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ?

Figure 2 : Contact avec un hôpital public | par groupe démographique | 2024



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ?

Parmi les Congolais ayant eu recours à un hôpital public, la majorité (56%) de répondants disent qu'il était « difficile » ou « très difficile » pour eux d'obtenir l'attention médicale dont ils avaient besoin. En revanche, 44% d'entre eux estiment que l'accès aux soins a été relativement facile (Figure 3).

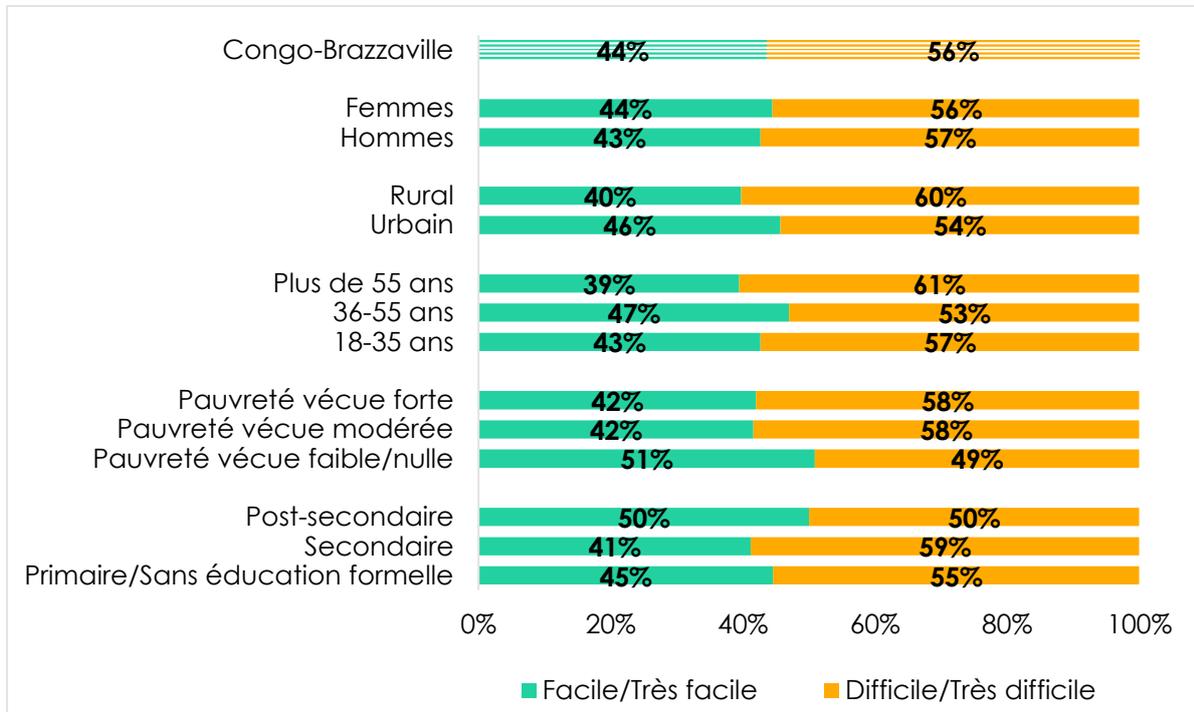
Les difficultés d'accès ne sont cependant pas vécues de manière uniforme. Elles sont plus éprouvées par les seniors (61%), les résidents ruraux (60%) et les moins nantis (58%)¹ que par les jeunes et adultes (53%-57%), les citadins (54%) et les riches (49%).

Au-delà des obstacles liés à l'accès, les pratiques de corruption viennent aggraver la situation. En effet, près de la moitié (45%) des usagers ayant fréquenté un hôpital public déclarent avoir dû verser de pot-de-vin, offrir un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un membre du personnel hospitalier afin d'obtenir les soins nécessaires (Figure 4).

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

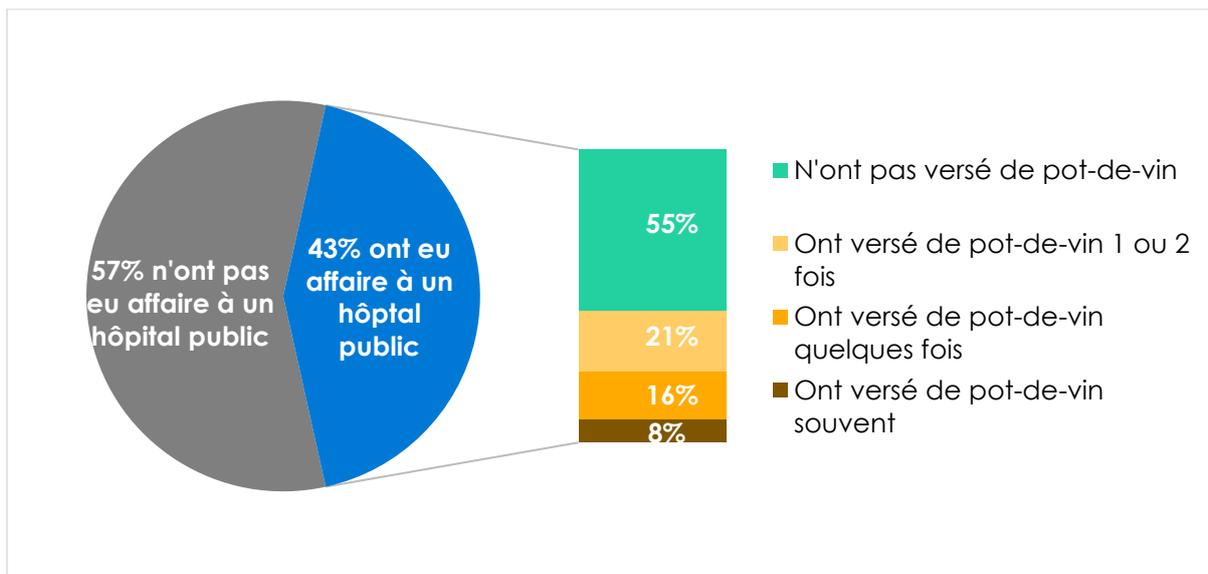
Figure 3 : Etait-il facile ou difficile d'accéder aux soins médicaux ?

| par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : Etait-ce facile ou difficile d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

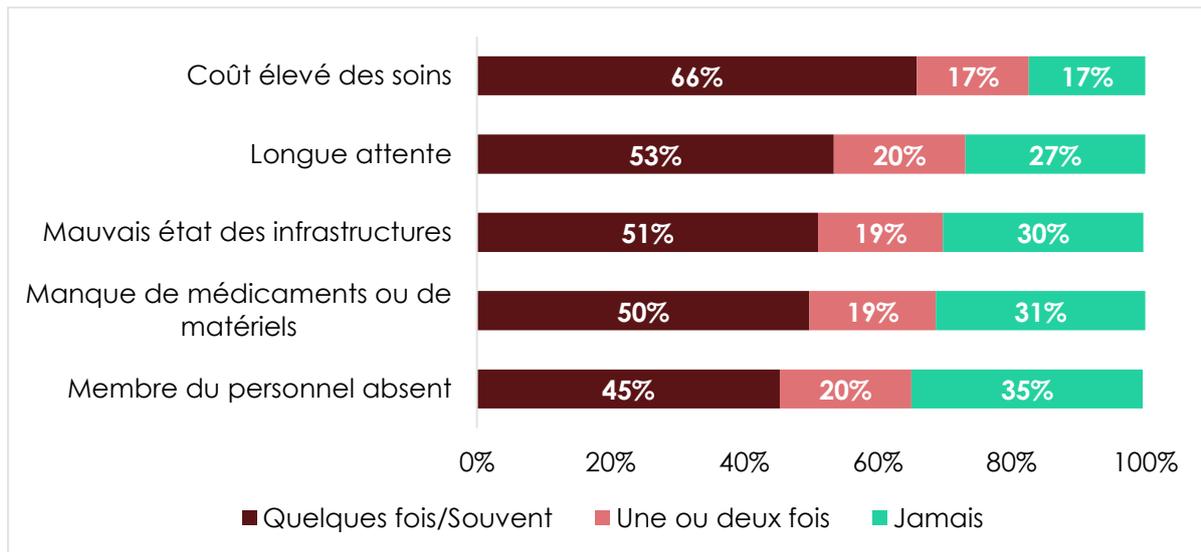
Figure 4 : Paiement de pot-de-vin pour des services médicaux | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

En dehors des pots-de-vin et des difficultés d'accès, la majorité des usagers rapportent avoir déploré le coût non abordable des soins (83%), les longues attentes (73%), le mauvais entretien des infrastructures (70%), le manque de médicaments ou de matériels (69%) et/ou l'absence d'un membre du personnel (65%) (Figure 5).

Figure 5 : Problèmes rencontrés dans les centres de santé publics
 | Congo-Brazzaville | 2024



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : Avez-vous rencontré l'un de ces problèmes avec une clinique ou un hôpital au cours des 12 derniers mois : Manque de médicaments ou autres fournitures ? Médecins ou autre personnel médical absents ? Longue attente ? Mauvais état des infrastructures ? Coût élevé qui vous a empêché d'obtenir les soins ou les médicaments dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)

Assurance maladie et inquiétude face aux frais sanitaires

L'accès à une couverture santé reste très limité au Congo-Brazzaville. Seulement 7% des citoyens déclarent bénéficier d'une assurance maladie leur permettant de couvrir les frais médicaux en cas de besoin, tandis qu'une écrasante majorité (93%) de citoyens en sont dépourvus (Figure 6).

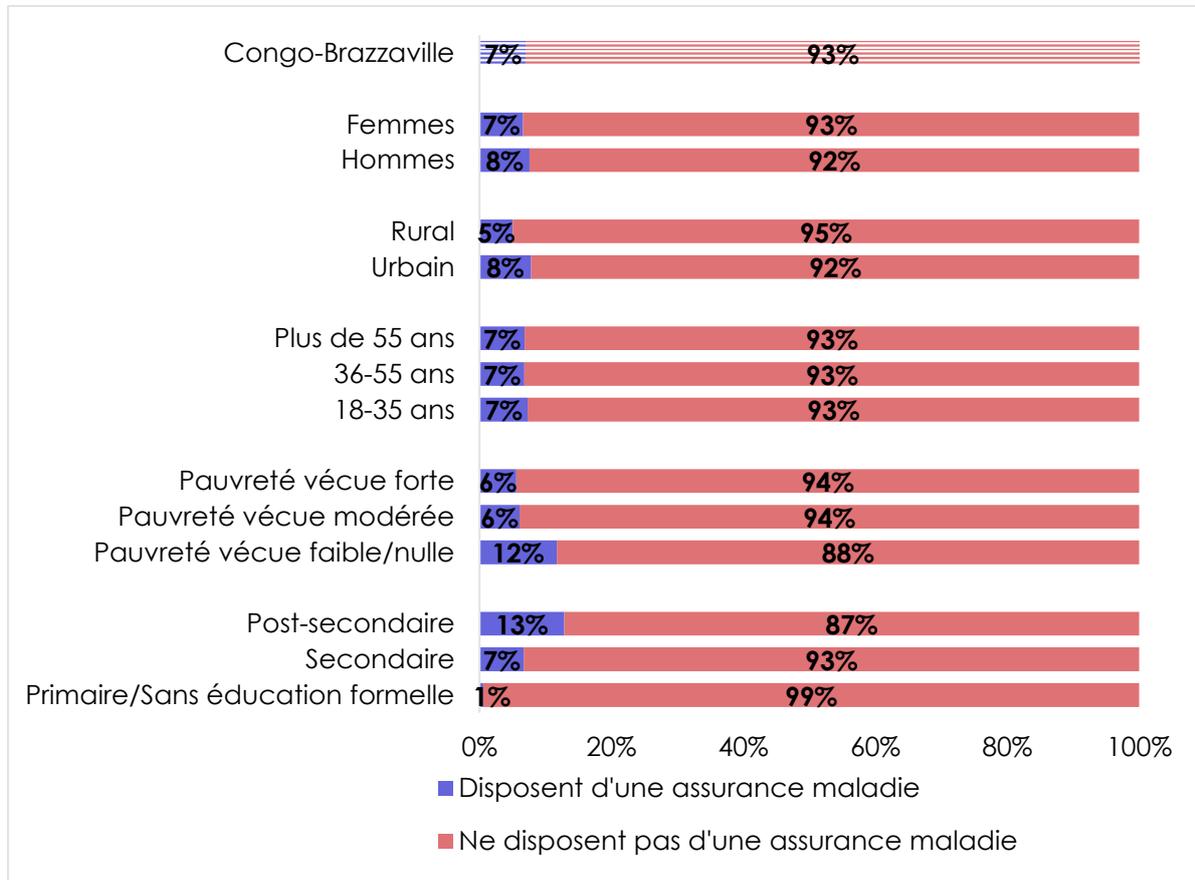
Bien que les taux restent faibles, les personnes plus instruites (13%) et les plus aisées (12%) se distinguent de leurs homologues respectifs par une plus grande souscription à un service d'assurance maladie.

Parmi ceux qui disent disposer d'une couverture médicale, deux tiers (67%) déclarent avoir souscrit à une assurance maladie privée, 17% à une couverture maladie communautaire ou mutuelle, et 13% à une assurance maladie de la fonction publique. Seulement 3% sont couverts par une assurance maladie nationale de l'Etat (Figure 7).

Plus des trois quarts (77%) des répondants ayant souscrit à une assurance maladie déclarent être « assez satisfaits » (52%) ou « très satisfaits » (25%) de leur couverture médicale (Figure 8).

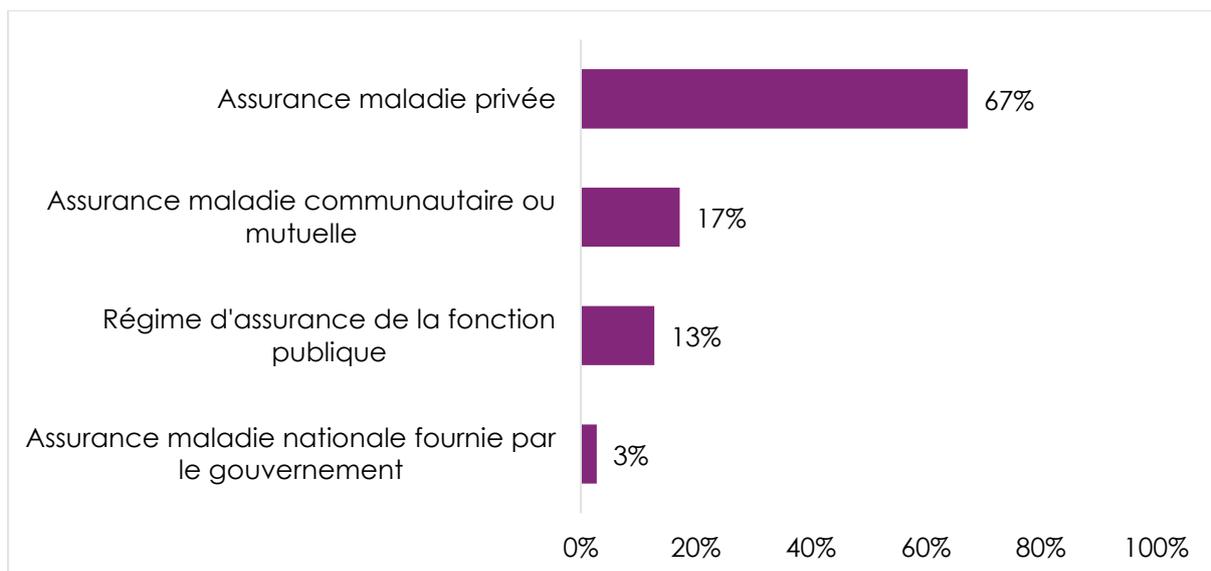
Les citoyens qui ne bénéficient pas d'une assurance maladie évoquent comme principales raisons la méconnaissance de l'existence des services d'assurance (citée par 27%), le coût élevé des services (25%), la complexité des procédures (14%), l'inexistence de régime d'assurance dans la région (12%) et le manque de confiance aux compagnies d'assurance maladie (10%) (Figure 9).

Figure 6 : Disposition d'une couverture médicale | par groupe démographique
 | Congo-Brazzaville | 2024



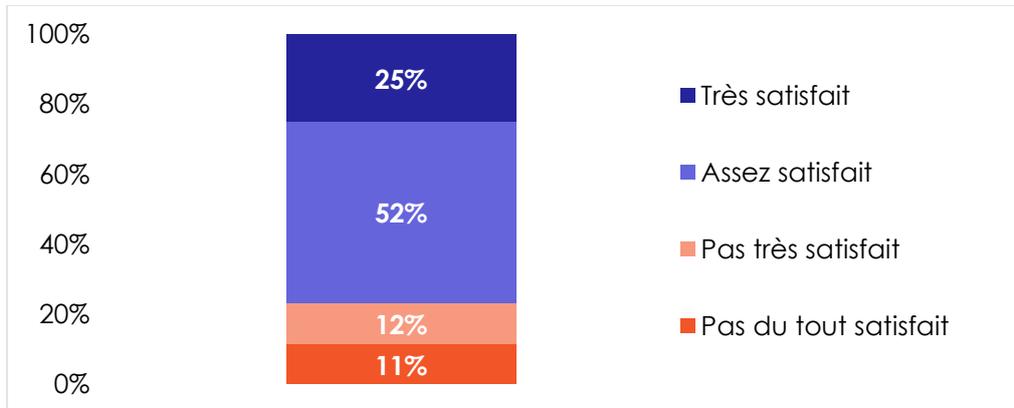
Question posée aux répondants : Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?

Figure 7 : Type de couverture maladie | Congo-Brazzaville | 2024



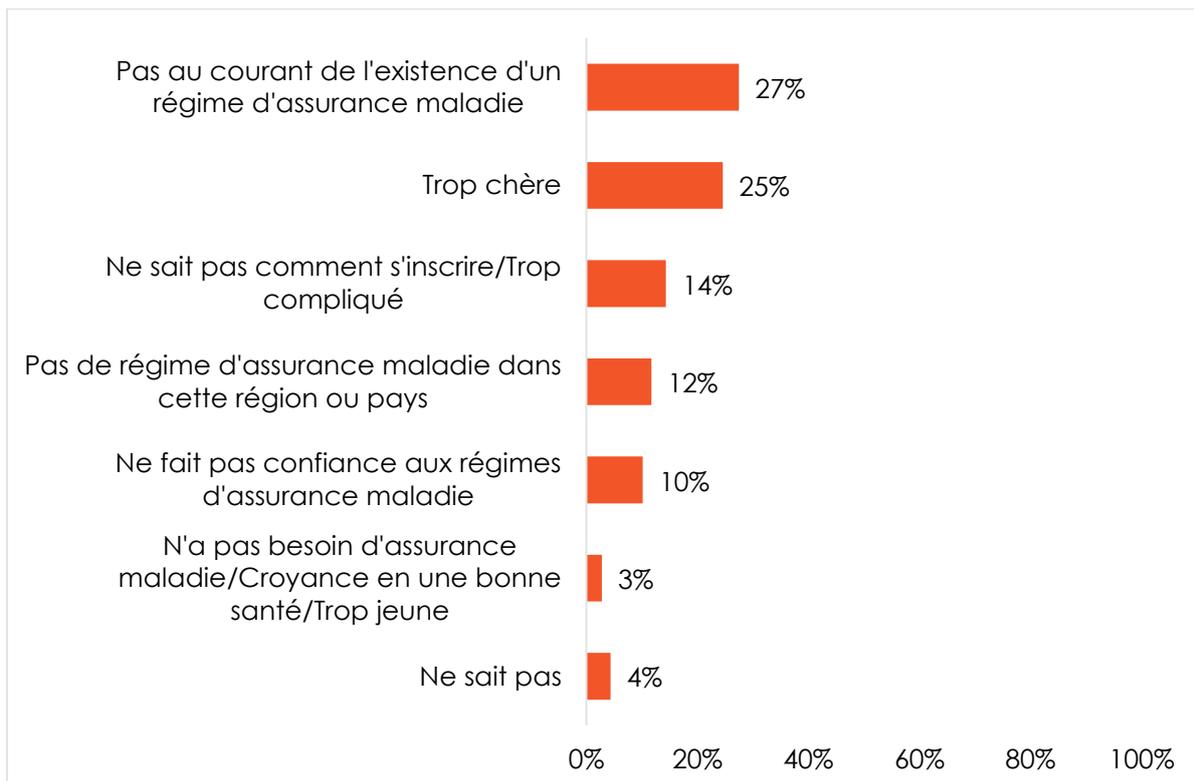
Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)

Figure 8 : Satisfaction à l'égard de la couverture maladie | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de votre couverture médicale ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)

Figure 9 : Raisons de non-souscription à une couverture médicale | Congo-Brazzaville | 2024



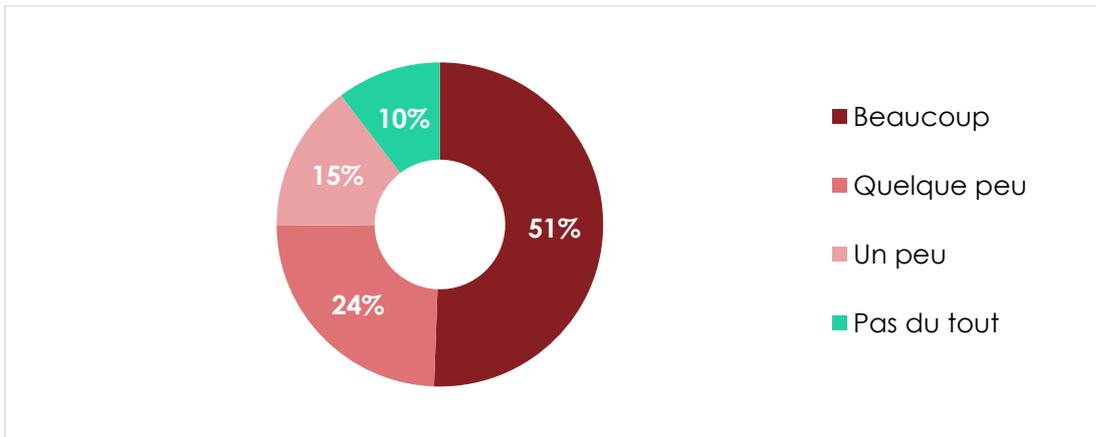
Question posée aux répondants qui ne disposent pas de couverture maladie : Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui disposent d'une couverture maladie sont exclus)

La question de l'accès aux soins de santé reste une source d'inquiétude pour les Congolais. Une écrasante majorité (90%) de citoyens expriment au moins « un peu » d'inquiétude de ne pas pouvoir payer leurs soins en cas de maladie, dont la moitié (51%) déclarent être « beaucoup » inquiets (Figure 10).

Cette inquiétude est particulièrement marquée au sein des groupes les plus vulnérables. Elle touche davantage les citoyens pauvres (83%), les plus de 55 ans (82%), les résidents des villages (81%) et les moins instruits (79%) comparativement aux nantis (63%), aux jeunes (71%), aux citadins (73%) et aux plus instruits (68%) (Figure 11).

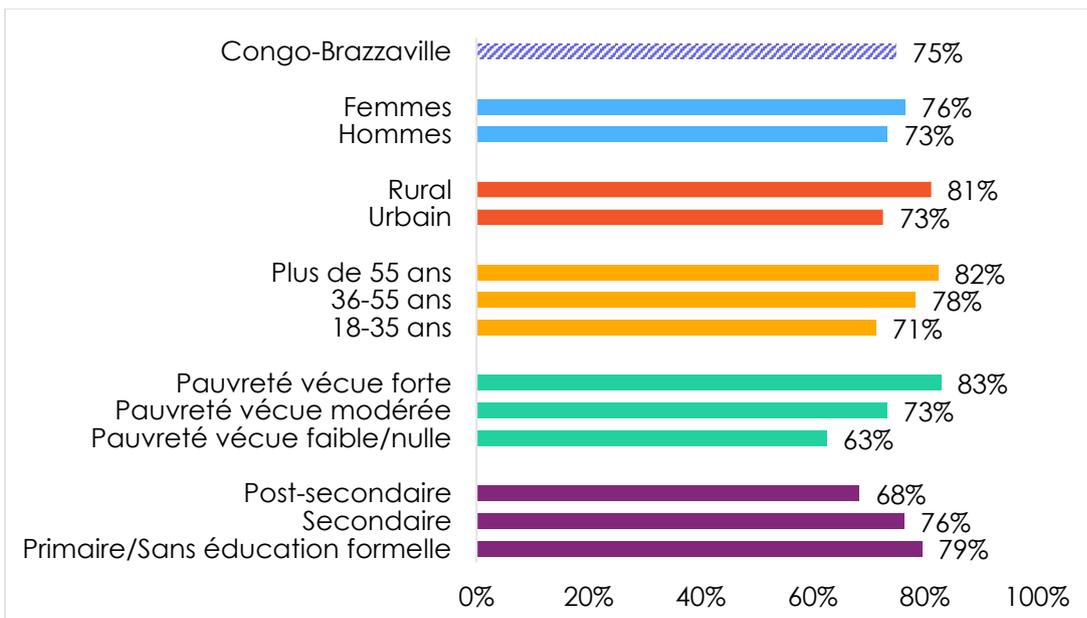
Ces préoccupations semblent s'ancrer dans une réalité vécue par de nombreux Congolais. Une large majorité (80%) de répondants rapportent en effet avoir manqué de médicaments ou de soins médicaux au cours des 12 mois précédant l'enquête, dont 36% indiquent que cette situation s'est produite « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 12).

Figure 10 : Degré d'inquiétude concernant l'accès aux soins de santé
 | Congo-Brazzaville | 2024



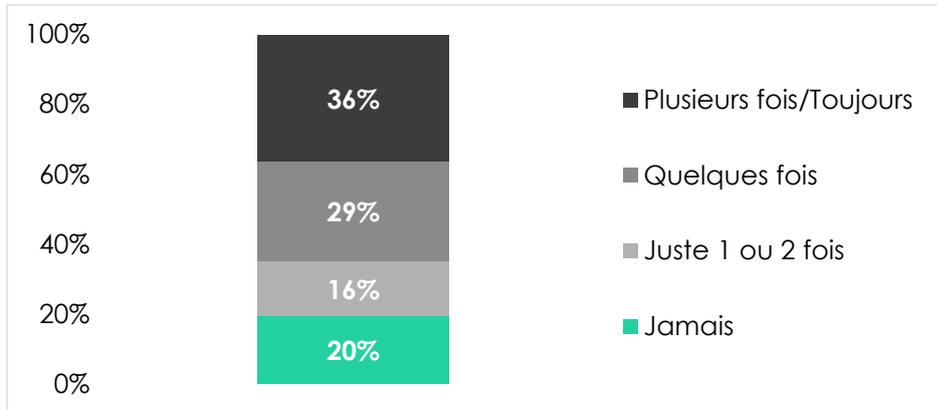
Question posée aux répondants : A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?

Figure 11 : S'inquiéter quelque peu ou beaucoup de ne pas pouvoir obtenir ou payer les soins de santé
 | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants : A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ? (% qui disent « quelque peu » ou « beaucoup »)

Figure 12 : Manque de soins médicaux ou de médicaments | Congo-Brazzaville | 2024

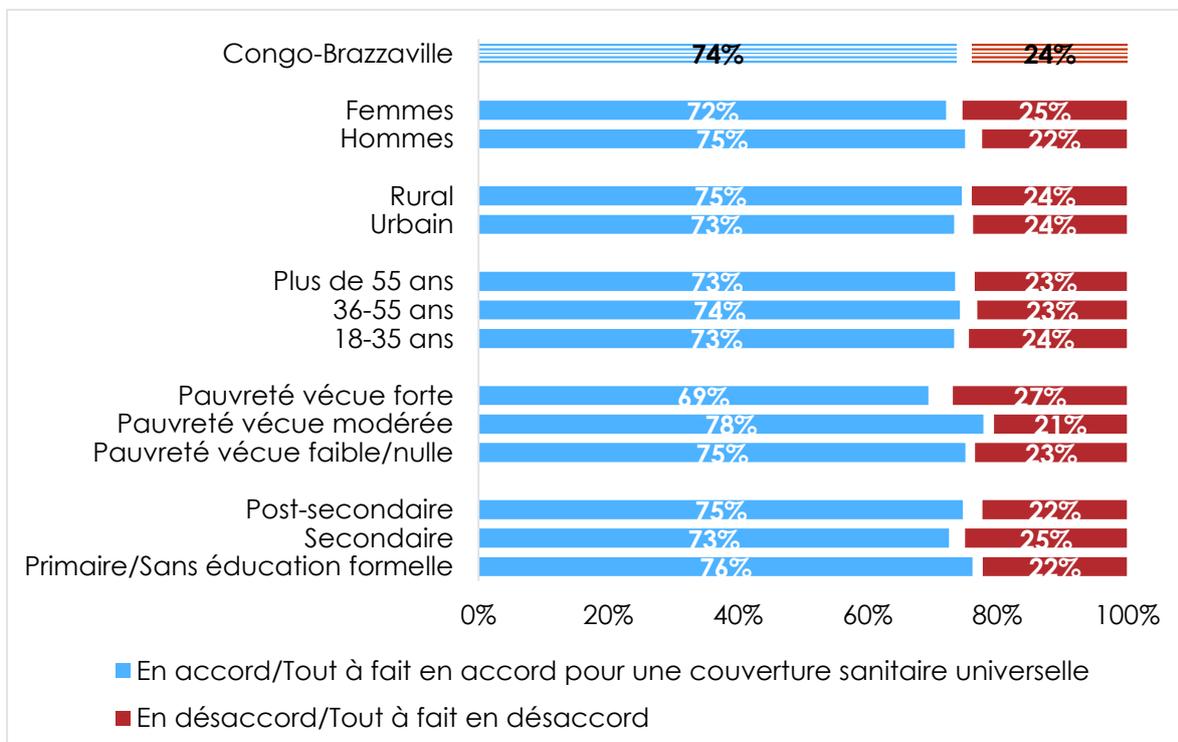


Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû manquer de médicaments ou de soins médicaux ?

Face à ces difficultés, les attentes envers l'Etat sont fortes. Trois quarts (74%) des Congolais disent que le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts (Figure 13).

Les pauvres (69%) sont ceux qui soutiennent le moins l'accès pour tous aux soins de santé si cela pouvait augmenter les impôts.

Figure 13 : Soutien à l'accès universel aux soins de santé | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants : Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts.

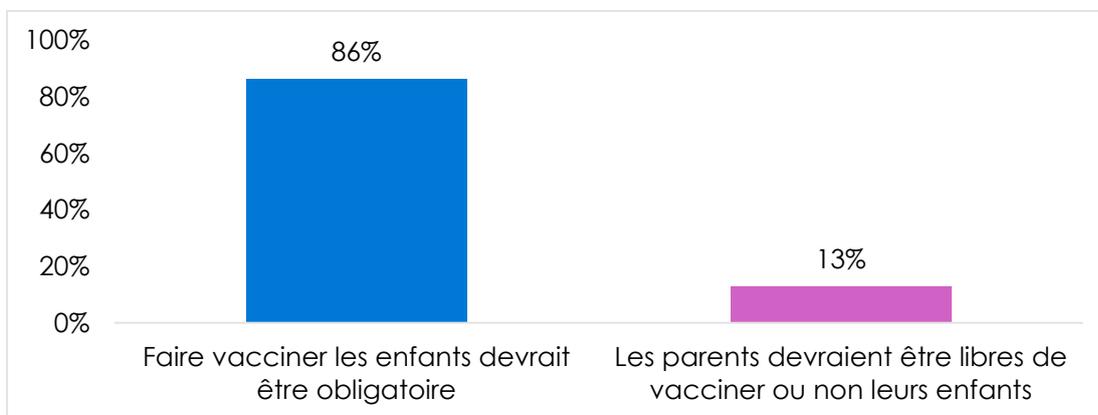
Sur la vaccination obligatoire des enfants

La vaccination est un outil essentiel de santé publique qui permet de prévenir des maladies graves et de sauver des millions de vies chaque année. Toutefois, elle suscite parfois de la méfiance liée à la désinformation, au manque de communication ou à des facteurs socioculturels, ce qui peut freiner l'immunité collective (Organisation Mondiale de la Santé, 2024b).

Au Congo, près de neuf citoyens sur 10 (86%) sont d'avis que les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses contre 13% qui estiment que la vaccination ne devrait pas être obligatoire (Figure 14).

Figure 14 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ?

| Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.

Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

De la performance gouvernementale en matière de santé

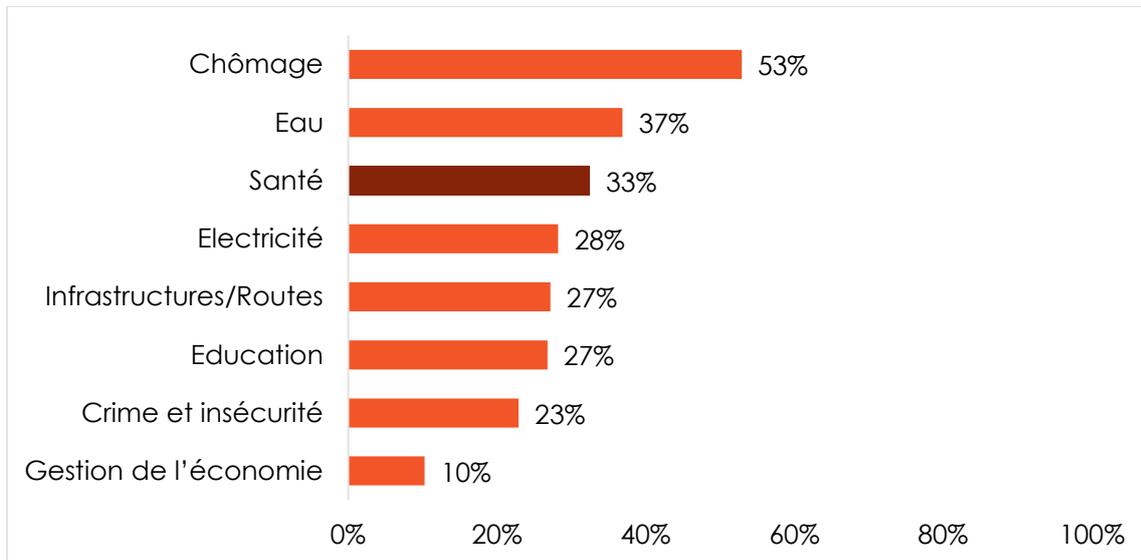
La santé occupe une place importante dans les préoccupations des Congolais. Le tiers (33%) d'entre eux la mentionnent comme l'un des trois principaux défis auxquels le pays fait face dont le gouvernement devrait s'attaquer (Figure 15).

Pourtant, seulement 19% des citoyens se disent satisfaits des performances du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base (Figure 16). Une grande majorité (81%) de répondants désapprouvent cette performance.

L'insatisfaction par rapport aux performances du gouvernement dans ce secteur est plus élevée parmi les pauvres (87%), les plus de 55 ans (86%) et les moins/non instruits (83%) que parmi leurs homologues respectifs.

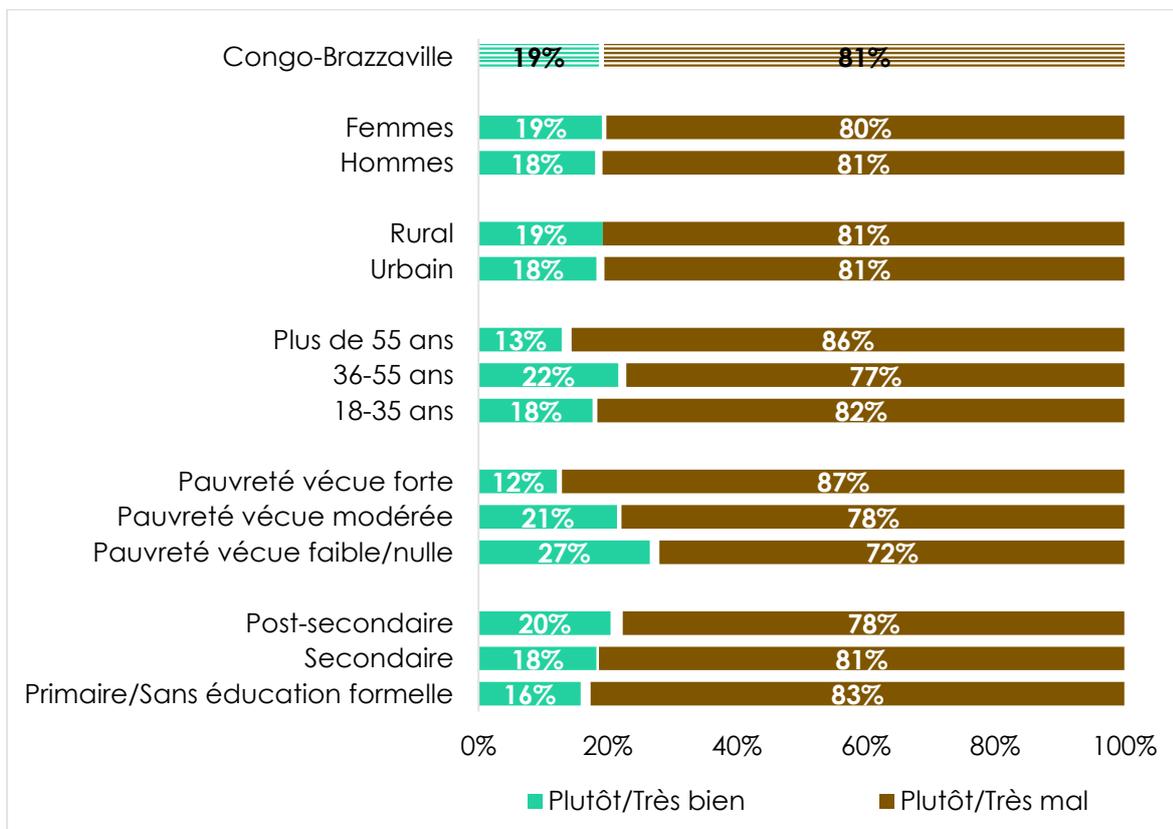
Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 15 : Plus importants problèmes du pays | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)

Figure 16 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2024

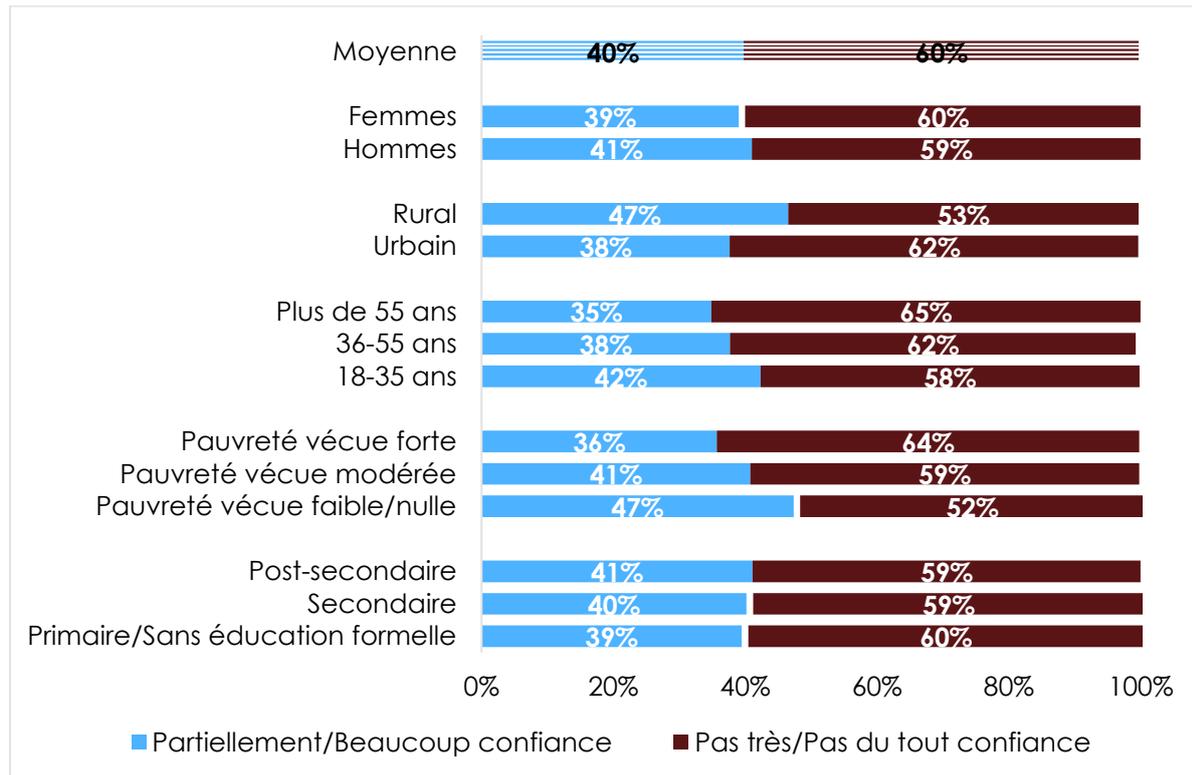


Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Par ailleurs, seuls quatre citoyens congolais sur 10 (40%) disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé et de la Population (Figure 17).

Cette confiance augmente avec le niveau de richesse des répondants, allant de 36% des pauvres à 47% des nantis, mais diminue avec l'âge, allant de 42% des 18-35 ans à 35% des plus de 55 ans, et est plus élevée dans les villages qu'en ville (47% contre 38%).

Figure 17 : Confiance au Ministère de la Santé et de la Population | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2024



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au Ministère de la Santé et de la Population, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Conclusion

La santé constitue l'une des principales préoccupations des citoyens congolais, qui la classent parmi les trois défis majeurs auxquels le pays est confronté et sur lesquels le gouvernement devrait concentrer ses efforts. Les usagers des hôpitaux publics pointent de nombreuses difficultés : coûts élevés des soins, longues files d'attente, infrastructures délabrées, pénurie de médicaments et de matériel, ainsi que la corruption.

La plupart déclarent avoir été privés de soins ou de médicaments au cours de l'année écoulée et craignent de ne pas pouvoir faire face financièrement en cas de problème de santé, d'autant que peu bénéficient d'une couverture maladie. Dans ce contexte, une large majorité appelle l'Etat à garantir une couverture santé universelle, quitte à accepter une hausse des impôts.

Ce manque d'accès et de protection sociale se reflète également dans une forte désapprobation de la gestion gouvernementale du secteur et une faible confiance envers le Ministère de la Santé et de la Population.

Références

- Mapanga, G. (2024). Congo : L'absence du personnel de santé persiste à Sibiti. Les Echos du Congo-Brazzaville.
- Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Nyoba, A. (2006). Santé : Un traitement contre les carences en personnel. Santetropicale.com. 13 décembre.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2024a). L'OMS appuie la République du Congo dans la mise en œuvre des soins de santé primaires.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2024b). Couverture vaccinale.
- Publiez Ce Que Vous Payez. (2016). Etude sur les investissements publics dans le domaine de la santé, exercice 2015.
- République du Congo. (2018). Politique nationale de santé de la république du Congo (2018-2030).

Ornael Mikhael Djembo est chercheur et chargé des programmes de l'Association Avenir Nepad Congo, le partenaire national d'Afrobarometer au Congo-Brazzaville. Email : ornael.djembo@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, l'University of Cape Town et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 980 d'Afrobarometer | 6 mai 2025